ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 8 ΙΟΥΛΙΟΥ 1974	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 191

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν.Δ. 450. Περὶ κυρώσεως τῶν ἀντικατασταθέντων Παραρτημάτων Ι καὶ ΙΙ τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 Συμβάσεως Βρυξελλῶν περὶ τῆς δασμολογητέας ἀξίας τῶν ἐμπορευμάτων. 1

Ν.Δ. 452. Περὶ κυρώσεως τοῦ τροποποιηθέντος ἄρθρου XVI τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 Συμβάσεως Βρυξελλῶν ἐπὶ τῆς Ὀνοματολογίας διὰ τὴν κατάταξιν ἐμπορευμάτων εἰς τὰ Τελωνειακὰ Δασμολόγια. ... 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 450

Περὶ κυρώσεως τῶν ἀντικατασταθέντων Παραρτημάτων Ι καὶ ΙΙ τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 Συμβάσεως Βρυξελλῶν περὶ τῆς δασμολογητέας ἀξίας τῶν ἐμπορευμάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦνται καὶ κτῶνται ἰσχὺν νόμου τὰ Παραρτήματα Ι καὶ ΙΙ τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 ἐν Βρυξέλλαις συναφθείσης καὶ διὰ τοῦ Α.Ν. 1923/1951 κυρωθείσης Συμβάσεως περὶ τῆς δασμολογητέας ἀξίας τῶν ἐμπορευμάτων, ὡς ταῦτα ἀντικατεστάθησαν βάσει τῆς ἀπὸ 7 Ἰουνίου 1967 σχετικῆς συστάσεως τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας, τὸ δὲ κείμενον αὐτῶν, ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν, ἔχει ὡς ἕπεται :

ANNEXE I.

Definition de la Valeur en Douane

Article I.

(1) Pour l'application des droits de douane ad valorem, la valeur des marchandises importées pour la mise à la consommation est le prix normal, c'est-à-dire le prix réputé pouvoir être fait pour ces marchandises, au moment où les droits de douane deviennent exigibles, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants l'un de l'autre.

(2) Le prix normal des marchandises importées est déterminé en supposant que :

(a) les marchandises sont livrées à l'acheteur au port ou au lieu d'introduction dans le pays d'importation;

(b) le vendeur supporte tous les frais se rapportant à la vente et à la livraison des marchandises au port ou lieu d'introduction, ces frais étant, dès lors, compris dans le prix normal;

(c) l'acheteur supporte les droits et taxes exigibles dans le pays d'importation, ces droits et taxes étant, dès lors, exclus du prix normal.

Article II.

(1) Une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants l'un de l'autre est une vente dans laquelle notamment :

(a) le paiement du prix des marchandises constitue la seule prestation effective de l'acheteur;

(b) le prix convenu n'est pas influencé par des relations commerciales, financières ou autres, contractuelles ou non, qui pourraient exister en dehors de celles créées par la vente elle-même entre, d'une part, le vendeur ou une personne physique ou morale associée en affaires au vendeur et, d'autre part, l'acheteur ou une personne physique ou morale associée en affaires à l'acheteur;

(c) aucune partie du produit provenant des reventes ou d'autres actes de disposition ou encore de l'utilisation dont les marchandises feraient ultérieurement l'objet ne reviendra, directement ou indirectement, au vendeur ou à toute autre personne physique ou morale associée en affaires au vendeur.

(2) Deux personnes sont considérées comme associées en affaires si l'une d'elles possède un intérêt quelconque dans les affaires ou les biens de l'autre ou si elles possèdent toutes les deux un intéret commun dans des affaires ou des biens ou si encore une tierce personne possède un intérêt dans les affaires ou les biens de chacune d'elles, que ces intérêts soient directs ou indirects.

Article III.

Lorsque les marchandises à évaluer

(a) sont fabriquées d'après un brevet d'invention ou font l'objet d'un dessin ou d'un modèle protégés,

(b) ou sont importées sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère,

(c) ou sont importées pour faire l'objet soit d'une vente ou d'un autre acte de disposition sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère, soit d'une utilisation sous une telle marque,

la détermination du prix normal se fera en considérant que celui-ci comprend la valeur de droit d'utiliser, pour lesdites marchandises, le brevet, le dessin ou le modèle, ou la marque de fabrique ou de commerce.

ANNEXE II.

Notes Interpretatives de la Definition de la Valeur En Douane

Addendum a l'article I.

Note 1.

Le moment visé à l'Article I, paragraphe (1), sera déterminé conformément à la législation de chaque pays et pourra être, par exemple, celui du dépôt régulier ou de l'enregistrement de la déclaration des marchandises pour la mise à la consommation, celui du paiement des droits de douane ou celui de la mainlevée des marchandises.

Note 2.

Les frais visés à l'Article I, paragraphe (2), alinéa (b), comprennent notamment :

— les frais de transport,
— les frais d'assurance,
— les commissions,
— les courtages,
— les frais d'établissement, en dehors du pays d'importation, des documents relatifs à l'introduction des marchandises dans le pays d'importation, y compris les droits de chancellerie,
— les droits et taxes exigibles en dehors du pays d'importation, à l'exclusion de ceux dont les marchandises auraient été exonérées ou dont le montant aurait été remboursé ou devrait être remboursé,
— le cout des emballages, à l'exclusion de ceux qui suivent leur régime propre; les frais d'emballage (main-d'oeuvre, matériel ou autres frais),
— les frais de chargement.

Note 3.

Le prix normal sera déterminé en supposant que la vente porte sur la quantité des marchandises à évaluer.

Note 4.

Lorsque les éléments retenus pour la détermination de la valeur ou du prix payé ou à payer sont exprimés dans une monnaie autre que celle du pays d'importation, le taux de change à retenir pour la conversion est le taux de change officiel en vigueur dans ce pays.

Note 5.

L'objet de la Définition de la Valeur est de permettre, dans tous les cas, le calcul des droits de douane sur la base du prix auquel un acheteur quelconque pourrait se procurer les marchandises importées, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence, au port ou lieu d'introduction dans le pays d'importation. Cette conception est d'une portée générale; elle est applicable, que les marchandises importées aient fait ou n'aient pas fait l'objet d'un contrat de vente et quelles que soient les conditions de ce contrat.

Mais l'application de cette Définition implique une enquête sur les prix pratiqués au moment de l'évaluation. Dans la pratique, lorsque les marchandises importées font l'objet d'une vente bona fide, le prix payé ou à payer en vertu de cette vente pourra être considéré en général comme une indication valable pour déterminer le prix normal visé dans la Définition. En conséquence, le prix payé ou à payer pourra sans inconvénient être retenu comme base de l'évaluation et il est recommandé aux Administrations douanières de l' admettre comme valeur des marchandises en question, sous réserve :

(a) des dispositions à prendre en vue d'éviter que des droits ne soient éludés au moyen de prix ou de contrats fictifs ou faux;

(b) et d'éventuels ajustements de ce prix jugés nécessaires pour tenir compte des éléments qui, dans la vente considérée, différeraient de ceux que retient la Définition de la Valeur.

Les ajustements visés au paragraphe (b) ci-dessus concernent notamment les frais de transport et les autres frais visés au paragraphe (2) de l'Article I et à la Note 2 de l'Addendum à l'Article I, ainsi que les escomptes ou autres réductions de prix consentis aux représentants exclusifs ou concessionnaires uniques, les escomptes anormaux ou toute autre réduction sur le prix usuel de concurrence.

Addendum à l'Article III.

Note 1.

Les dispositions de l'Article III n'apportent aucune restriction aux dispositions des articles I et II.

Note 2.

Les dispositions de l'Article III peuvent également être rendues applicables aux marchandises importées pour faire l'objet, après ouvraison complémentaire, soit d'une vente ou d'un autre acte de disposition sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère, soit d'une utilisation sous une telle marque.

Note 3.

Une marque de fabrique ou de commerce sera considérée comme une marque de fabrique ou de commerce étrangère, si elle est la marque :

(a) soit d'une personne quelconque qui, en dehors du pays d'importation aurait cultivé, produit, fabriqué ou mis en vente les marchandises à évaluer, ou serait autrement intervenue à leur sujet;

(b) soit d'une personne quelconque associée en affaires avec toute personne désignée à l'alinéa (a) ci-dessus;

(c) soit d'une personne quelconque dont les droits sur la marque sont limités par un accord avec toute personne désignée aux alinéas (a) ou (b) ci-dessus.

Addendum General

Il est recommandé que la notion de la valeur, telle qu'elle résulte de la Définition et des présentes Notes Interprétatives, soit utilisés pour la détermination de la valeur de toutes les marchandises que doivent être déclarées en douane, y compris les marchandises exemptes de droits et les marchandises passibles de droits spécifiques.

ANNEX I

Definition of Value

Article 1.

(1) For the purposes of levying ad valorem duties of customs, the value of any goods imported for home use shall be taken to be the normal price, that is to say, the price which they would fetch at the time when the duty becomes payable on a sale in the open market between a buyer and a seller independent of each other.

(2) The normal price of any imported goods shall be determined on the following assumptions :

(a) that the goods are delivered to the buyer at the port or place of introduction into the country of importation;

(b) that the seller bears all costs, charges and expenses incidental to the sale and to the delivery of the goods at the port or place of introduction, which are hence included in the normal price;

(c) that the buyer bears any duties or taxes applicable in the country of importation, which are hence not included in the normal price.

Article II.

(1) A sale in the open market between abuyer and a seller independent of each other pre-supposes :

(a) that the price is the sole consideration;

(b) that the price is not influenced by any commercial, financial or other relationship, whether by contract or otherwise, between the seller or any person associated in business with him, and the buyer or any person associated in business with him other than the relationship created by the sale itself:

(c) that no part of the proceeds of any subsequent resale, other disposal or use of the goods will accrue, either directly or indirectly, to the seller or any person associated in business with him;

(2) Two persons shall be deemed to be associated in business with one another if, whether directly or indirectly, either of them has any interest in the business or property of the other or both have a common interest in any business or property or some third person has an interest in the business or property of both of them.

Article III.

When the goods to be valued :

(a) are manufactured in accordance with any patented invention or are goods to which any protected design has been applied; or

(b) are imported under a foreign trade mark; or

(c) are imported for sale, other disposal or use under a foreign trade mark,

the normal price shall be determined on the assumption that it includes the value of the right to use the patent, design or trade mark in respect of the goods.

ANNEX II

Interpretative Notes to the Definition of Value Addendum to article I.

Note 1.

The time when the duty becomes payable, referred to in paragraph (1) of Article I shall be determined in accordance with the legislation of each country and may be, for example, the time at which the goods declaration for home use is duly lodged or registered, the time of payment of customs duty or the time of release of the goods.

Note 2.

The «costs, charges and expenses» mentioned in Article I, paragraph (2) (b) include, inter alia, any of the following :

— carriage and freight;
— insurance;
— commission;
— brokerage;
— costs, charges and expenses of drawing up outside the country of importation documents incidental to the introduction of the goods into the country of importation, including consular fees;
— duties and taxes applicable outside the country of importation except those from which the goods have been exempted or have been or will be relieved by means of refund;
— cost of containers excluding those which are treated as separate articles for the purpose of levying duties of customs, cost of packing (whether for labour, materials or otherwise);
— loading charges.

Note 3.

The normal price shall be determined on the assumption that the sale is a sale of the quantity to be valued.

Note 4.

Where the determination of the value or of the price paid or payable depends upon factors which are expressed in a currency other than that of the country of importation, the foreign currency shall be converted into the currency of the importing country at the official rate of exchange of that country.

Note 5.

The object of the Definition of Value is to make it possible in all cases to calculate the duties payable on the basis of the price at which imported goods are freely available to any buyer on a sale in the open market at the port or place of introduction into the country of importation. It is a concept for general use and is applicable whether or not the goods are in fact imported under a contract of sale, and whatever the terms of that contract.

But the application of the Definition implies an enquiry into current prices at the time of valuation. In practice, when imported goods are the subject of a bona fide sale, the price paid or payable on that sale can generally be considered as a valid indication of the normal price mentioned in the Definition. This being so, the price paid or payable can reasonably be used as a basis for valuation, and Customs Administrations are recommended to accept it as the value of the goods in, question subject :

(a) to proper safeguards aimed at preventing evasion of duty by means of ficticious or colourable contracts or prices: and

(b) to such adjustments of that price as may be considered necessary on account of circumstances of the sale which differ from those envisaged in the Definition of Value.

Adjustment under paragraph (b) above may in particular be required with reference to freight and other expenses dealt with in paragraph (2) of Article 1 and Note 2 of the Addendum to Article I, or with reference to discounts or other reductions in price granted on favour of sole agents or sole concessionaires, or to any abnormal discount or any other reduction from the ordinary competitive price.

Addendum to Article III.

Note 1.

The provisions of Article III do not restrict the provisions of Articles I and II.

Note 2 :

The provisions of Article III may also be applied to goods imported for sale, other disposal or use, after further manufacture, under a foreign trade mark.

Note 3.

A trade mark shall be treated as a foreign trade mark if it is the mark of :

(a) any person by whom the goods to be valued have been grown, produced manufactured, offered for sale or otherwise dealt with outside the country of importation; or

(b) any person associated in business with any person referred to in (a) above; or

(c) any person whose rights in the mark are restricted by an agreement with any person referred to in (a) or (b) above.

General Addendum

It is recommended that the concept of value expressed by the Definition and these Interpretative Notes be employed for the valuing of all goods subject to customs declaration, including duty-free goods and goods liable to specific customs duties.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

Ὁρισμὸς τῆς δασμολογητέας ἀξίας.

Ἄρθρον Ι.

1. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν κατ' ἀξίαν δασμῶν, ἡ ἀξία τῶν εἰσαγομένων ἐμπορευμάτων, τῶν προοριζομένων δι' ἀνάλωσιν ἢ χρησιμοποίησιν, εἶναι ἡ κανονικὴ τιμή, ἤτοι ἡ τιμὴ ἡ θεωρουμένη ὡς δυναμένη νὰ ἐπιτευχθῇ διὰ τὰ ἐμπορεύματα ταῦτα καθ' ἣν στιγμὴν οἱ δασμοὶ καθίστανται ἀπαιτητοί, ἐξ ἀφορμῆς πωλήσεως συντελουμένης ὑπὸ συνθήκας πλήρους συναγωνισμοῦ μεταξὺ ἑνὸς ἀγοραστοῦ καὶ ἑνὸς πωλητοῦ, ἀνεξαρτήτων τοῦ ἑνὸς ἐκ τοῦ ἑτέρου.

2. Ἡ κανονικὴ τιμὴ τῶν εἰσαγομένων ἐμπορευμάτων προσδιορίζεται, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν ὅτι :

α) Τὰ ἐμπορεύματα παραδίδονται εἰς τὸν ἀγοραστὴν εἰς τὸν λιμένα ἢ τὸν τόπον εἰσαγωγῆς τῆς εἰσαγούσης χώρας.

β) Ὁ πωλητὴς ὑφίσταται ἅπαντα τὰ ἔξοδα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν πώλησιν καὶ τὴν παράδοσιν τῶν ἐμπορευμάτων εἰς τὸν λιμένα ἢ τὸν τόπον τῆς εἰσαγωγῆς, τῶν ἐξόδων τούτων περιλαμβανομένων εἰς τὴν κανονικὴν τιμήν.

γ) Ὁ ἀγοραστὴς ὑφίσταται τοὺς εἰς τὴν χώραν τῆς εἰσαγωγῆς ἀπαιτητοὺς δασμοὺς καὶ φόρους, οἵτινες δὲν περιλαμβάνονται εἰς τὴν κανονικὴν τιμήν.

Ἄρθρον ΙΙ.

Πώλησις συντελουμένη ὑπὸ συνθήκας πλήρους συναγωνισμοῦ μεταξὺ ἀγοραστοῦ καὶ πωλητοῦ, ἀνεξαρτήτων τοῦ ἑνὸς ἐκ τοῦ ἑτέρου, εἶναι ἡ πώλησις εἰς ἣν προϋποτίθεται, ὅτι :

α) ἡ πληρωμὴ τῆς τιμῆς τῶν ἐμπορευμάτων ἀποτελεῖ τὴν μόνην πραγματικὴν παροχὴν τοῦ ἀγοραστοῦ.

β) Ἡ συμφωνηθεῖσα τιμὴ δὲν ἐπηρεάζεται, πέραν τῶν σχέσεων τῶν δημιουργουμένων ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς πωλήσεως καὶ ὑπὸ ἐμπορικῶν, οἰκονομικῶν ἢ ἄλλων σχέσεων προερχομένων ἢ μὴ ἐκ συμβολαίου μεταξὺ τοῦ πωλητοῦ ἢ οἱουδήποτε φυσικοῦ ἢ νομικοῦ προσώπου συνεταιρισμένου μετ' αὐτοῦ εἰς ἐργασίας ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ ἀγοραστοῦ ἢ οἱουδήποτε προσώπου συνεταιρισμένου μετ' αὐτοῦ εἰς ἐργασίας ἀφ' ἑτέρου,

γ) Οὐδὲν τμῆμα τοῦ προϊόντος τοῦ προερχομένου ἐκ μεταπωλήσεων ἢ ἄλλων πράξεων διαθέσεως ἢ χρησιμοποιήσεως, ὧν ἀντικείμενον ἤθελον ἀποτελέσει μεταγενεστέρως τὰ ἐμπορεύματα, θὰ περιέλθῃ ἀμέσως ἢ ἐμμέσως εἰς τὸν πωλητὴν ἢ εἰς οἱονδήποτε ἕτερον φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον συνδεδεμένον εἰς ἐργασίας μετ' αὐτοῦ.

2. Δύο πρόσωπα θεωροῦνται ὡς συνδεδεμένα εἰς ἐργασίας, ἐὰν τὸ ἓν ἐξ αὐτῶν ἔχει οἱονδήποτε συμφέρον εἰς τὰς ἐργασίας ἢ τὴν περιουσίαν τοῦ ἄλλου ἢ ἐὰν ἀμφότερα τὰ πρόσωπα ταῦτα ἔχουν κοινὸν συμφέρον εἰς οἱασδήποτε ἐργασίας ἢ περιουσίαν ἢ ἐὰν εἰσέτι τρίτον πρόσωπον ἔχει συμφέρον εἰς τὰς ἐργασίας ἢ τὴν περιουσίαν ἀμφοτέρων τούτων, ἀνεξαρτήτως ἐὰν τὰ συμφέροντα ταῦτα εἶναι ἄμεσα ἢ ἔμμεσα.

Ἄρθρον ΙΙΙ.

Ὁσάκις τὰ ὑποβλητέα εἰς ἐκτίμησιν ἐμπορεύματα :

α) εἶναι κατεσκευασμένα βάσει μεθόδου προστατευομένης διὰ διπλώματος εὑρεσιτεχνίας ἢ ἀποτελοῦν ἀντικείμενον οἱουδήποτε προστατευομένου σχεδίου ἢ ὑποδείγματος,

β) ἢ εἰσάγονται ὑπὸ ἀλλοδαπὸν βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα,

γ) ἢ εἰσάγονται, ἵνα ἀποτελέσουν ἀντικείμενον εἴτε πωλήσεως ἢ ἄλλης πράξεως διαθέσεως ὑπὸ ἀλλοδαπὸν βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα εἴτε χρησημοποιήσεως ὑπὸ τοιοῦτον σῆμα, ἡ κανονικὴ τιμὴ θὰ προσδιορίζηται ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν, ὅτι αὕτη περιλαμβάνει, ἐν σχέσει πρὸς τὰ ἐν λόγῳ ἐμπορεύματα, τὴν ἀξίαν τοῦ δικαιώματος χρησιμοποιήσεως τοῦ διπλώματος εὑρεσιτεχνίας, τοῦ σχεδίου ἢ ὑποδείγματος ἢ τοῦ ἐμπορικοῦ σήματος.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ

Ἑρμηνευτικαὶ σημειώσεις τοῦ ὁρισμοῦ τῆς Δασμολογητέας Ἀξίας.

Σημείωσις 1.

Τὸ χρονικὸν σημεῖον εἰς ὃ ἀποβλέπει τὸ ἄρθρον Ι, παράγρ. 1, θὰ καθορίζηται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἑκάστης χώρας καὶ δύναται νὰ εἶναι π.χ. ὁ χρόνος τῆς κανονικῆς καταθέσεως ἢ τῆς καταχωρήσεως τῆς διασαφήσεως διὰ τὴν θέσιν εἰς ἀνάλωσιν τῶν ἐμπορευμάτων, ὁ χρόνος πληρωμῆς τῶν δασμῶν ἢ ὁ χρόνος τῆς ἐξόδου τῶν ἐμπορευμάτων ἐκ τῶν Τελωνειακῶν χώρων.

Σημείωσις 2.

Τὰ ἔξοδα περὶ ὧν τὸ ἄρθρον Ι παράγρ. 2 ἐδάφ. β' περιλαμβάνουν ἰδίως :

— τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς,
— τὰ ἔξοδα ἀσφαλείας,
— τὰς προμηθείας,
— τὰ ἔξοδα μεσιτείας,

— τὰ ἔξοδα ἐκδόσεως, ἐκτὸς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, τῶν ἐγγράφων τῶν σχετικῶν μὲ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν ἐμπορευμάτων εἰς τὴν εἰσάγουσαν χώραν, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν τελῶν προξενικῆς θεωρήσεως,

— τοὺς δασμοὺς καὶ τοὺς φόρους τοὺς ἀπαιτητοὺς ἐκτὸς τῆς εἰσαγούσης χώρας, πλὴν ἐκείνων τῶν ὁποίων θὰ ἀπηλλάσσετο ἢ τῶν ὁποίων τὸ ποσὸν θὰ ἐπεστρέφετο ἢ θὰ ἔδει νὰ ἐπιστραφῇ,

— τὸ κόστος τῶν συσκευασιῶν, ἐξαιρέσει τῶν ὑποκειμένων εἰς ἴδιον δασμολογικὸν καθεστώς, ὡς καὶ τὰ ἔξοδα συσκευασίας (ἐργατικά, ὑλικὸν καὶ λοιπὰ ἔξοδα),

— τὰ ἔξοδα φορτώσεως.

Σημείωσις 3.

Ἡ κανονικὴ τιμὴ θὰ προσδιορίζηται ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν, ὅτι ἡ πώλησις ἀναφέρεται εἰς τὴν ποσότητα τῶν πρὸς ἐκτίμησιν ἐμπορευμάτων,

Σημείωσις 4.

"Οταν τὰ λαμβανόμενα ὑπ' ὄψιν στοιχεῖα διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς ἀξίας ἢ τῆς πληρωθείσης ἢ πληρωτέας τιμῆς ἐκφράζωνται εἰς νόμισμα διάφορον τοῦ τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, ἡ τιμὴ συναλλάγματος, ἥτις θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν διὰ τὴν μετατροπήν, εἶναι ἡ ἐπίσημος τοιαύτη, ἡ ἰσχύουσα εἰς τὴν χώραν ταύτην.

Σημείωσις 5.

Ἀντικειμενικὸς σκοπὸς τοῦ ὁρισμοῦ τῆς δασμολογητέας ἀξίας εἶναι νὰ ἐπιτρέπῃ εἰς πᾶσαν περίπτωσιν, τὸν ὑπολογισμὸν τῶν δασμῶν ἐπὶ τῇ βάσει τῆς τιμῆς, εἰς τὴν ὁποίαν οἱοσδήποτε ἀγοραστὴς θὰ ἠδύνατο νὰ προμηθευθῇ τὰ εἰσαχθέντα ἐμπορεύματα, κατόπιν πωλήσεως συντελουμένης ὑπὸ συνθήκας πλήρους συναγωνισμοῦ, εἰς τὸν λιμένα ἢ τὸν τόπον τῆς εἰσόδου εἰς τὴν εἰσάγουσαν χώραν.

Ὁ κανὼν οὗτος ἔχει γενικὴν ἐφαρμογήν, ἐφαρμοζόμενος ἀνεξαρτήτως τοῦ ἐὰν τὰ ἐμπορεύματα εἰσάγωνται ἐπὶ τῇ βάσει συμβολαίου πωλήσεως ἢ ὄχι καὶ οἱοιδήποτε ἐὰν εἶναι οἱ ὅροι τοῦ συμβολαίου τούτου.

Ἡ ἐφαρμογὴ ὅμως τοῦ ὁρισμοῦ τούτου συνεπάγεται ἔρευναν ἐπὶ τῶν τρεχουσῶν τιμῶν κατὰ τὸν χρόνον προσδιορισμοῦ τῆς δασμολογητέας ἀξίας.

Εἰς τὴν πρᾶξιν, ὅταν τὰ εἰσαγόμενα ἐμπορεύματα ἀποτελοῦν τὸ ἀντικείμενον μιᾶς καλῇ τῇ πίστει πωλήσεως, ἡ πληρωθεῖσα ἢ ἡ πληρωτέα τιμὴ κατὰ τὴν πώλησιν ταύτην δύναται, γενικῶς, νὰ θεωρηθῇ ὡς μία ἔγκυρος ἔνδειξις διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς κανονικῆς τιμῆς, περὶ ἧς ὁ ὁρισμός.

Κατὰ συνέπειαν, ἡ πληρωθεῖσα ἢ ἡ πληρωτέα τιμὴ θὰ δύναται, ἄνευ δυσχερείας τινὸς νὰ ληφθῇ ὡς βάσις ἐκτιμήσεως καὶ συνιστᾶται εἰς τὰς Τελωνειακὰς Ὑπηρεσίας, ὅπως τὴν ἀποδέχωνται ὡς δασμολογητέαν ἀξίαν τῶν περὶ ὧν πρόκειται ἐμπορευμάτων, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν :

α) τῶν ληπτέων μέτρων πρὸς ἀποφυγὴν τῆς διαφυγῆς τῶν δασμῶν διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως εἰκονικῶν ἢ ἀνακριβῶν τιμῶν ἢ συμβολαίων,

β) τῶν ἐνδεχομένων προσαρμογῶν τῆς τιμῆς ταύτης, τῶν κρινομένων ὡς ἀναγκαίων, ἵνα ληφθῶσιν ὑπ' ὄψιν τὰ στοιχεῖα ἅτινα εἰς τὴν ὑπὸ κρίσιν πώλησιν θὰ διέφερον ἐκείνων, ἅτινα διαλαμβάνει ὁ ὁρισμὸς τῆς δασμολογητέας ἀξίας.

Αἱ προσαρμογαὶ τῆς ὡς ἄνω παραγράφου (β) ἀφοροῦν ἰδίως τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς καὶ τὰ λοιπὰ ἔξοδα, περὶ ὧν ἡ παράγραφος 2 τοῦ ἄρθρου Ι καὶ ἡ Σημείωσις 2 τῆς προσθήκης εἰς τὸ ἄρθρον Ι ὡς καὶ τὰς ἐκπτώσεις ἢ ἄλλας μειώσεις τῆς τιμῆς τὰς παραχωρηθείσας εἰς τοὺς ἀποκλειστικοὺς ἀντιπροσώπους ἢ μοναδικοὺς ἐκδοχεῖς, τὰς ἀσυνήθεις ἐκπτώσεις ἢ πᾶσαν ἄλλην μείωσιν ἐπὶ τῆς συνήθους τιμῆς συναγωνισμοῦ.

Προσθήκη εἰς τὸ ἄρθρον ΙΙΙ.

Σημείωσις 1.

Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου ΙΙΙ οὐδένα περιορισμὸν ἐπιφέρουν εἰς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων Ι καὶ ΙΙ.

Σημείωσις 2.

Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου ΙΙΙ δύνανται νὰ ἔχουν ἐπίσης ἐφαρμογὴν εἰς τὰ ἐμπορεύματα ἅτινα εἰσάγονται ἵνα ἀποτελέσουν, μετὰ προηγουμένην συμπληρωματικὴν ἐπεξεργασίαν, ἀντικείμενον, εἴτε πωλήσεως ἢ ἄλλης πράξεως διαθέσεως ὑπὸ ἀλλοδαπὸν βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα, εἴτε χρησιμοποιήσεως ὑπὸ τοιοῦτον σῆμα.

Σημείωσις 3.

Βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα θὰ θεωρῆται ὡς ἀλλοδαπὸν βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα, ἐὰν τοῦτο εἶναι σῆμα :

α) εἴτε ἑνὸς οἱουδήποτε προσώπου τὸ ὁποῖον, ἐκτὸς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, παρήγαγεν, ἐβιομηχανοποίησεν, προσέφερε πρὸς πώλησιν ἢ παρενέβη κατ' ἄλλον τρόπον εἰς τὴν διακίνησιν τῶν πρὸς ἐκτίμησιν ἐμπορευμάτων,

β) εἴτε ἑνὸς οἱουδήποτε προσώπου συνδεδεμένου εἰς ἐμπορικὰς ἐργασίας μετὰ παντὸς προσώπου ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον (α),

γ) εἴτε ἑνὸς οἱουδήποτε προσώπου, οὗτινος τὰ ἐπὶ τοῦ σήματος δικαιώματα περιορίζονται ὑπὸ τινος συμφωνίας μεθ' οἱουδήποτε προσώπου ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους (α) ἢ (β).

Γενικὴ προσθήκη.

Ἡ ἔννοια τῆς δασμολογητέας ἀξίας, ὡς αὕτη ἐκφράζεται διὰ τοῦ Ὁρισμοῦ καὶ τῶν Ἑρμηνευτικῶν ὡς ἄνω Σημειώσεων, ἐφαρμόζεται διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς δασμολογητέας ἀξίας ὅλων τῶν ἐμπορευμάτων τῶν ὑποκειμένων εἰς τελωνισμόν, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐμπορευμάτων, ἅτινα ἀπαλλάσσονται τῆς καταβολῆς τῶν δασμῶν, ὡς καὶ τῶν ἐμπορευμάτων τῶν ὑποκειμένων εἰς εἰδικευμένους δασμούς.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ 18 Ἀπριλίου 1972.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Ἰουνίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΕΥΣΤ. ΛΑΤΣΟΥΔΗΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΥΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΥ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΑΝΑΣΤΑΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝ. ΠΑΠΑΡΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΤΡΥΦ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΔΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ἰουνίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 452

Περὶ κυρώσεως τοῦ τροποποιηθέντος ἄρθρου XVI τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 Συμβάσεως Βρυξελλῶν ἐπὶ τῆς Ὀνοματολογίας διὰ τὴν κατάταξιν ἐμπορευμάτων εἰς τὰ Τελωνειακὰ Δασμολόγια.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου τὸ ἄρθρον XVI τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 ἐν Βρυξέλλαις συναφθείσης καὶ διὰ τοῦ Α.Ν. 1923/1951 κυρωθείσης Συμβάσεως ἐπὶ τῆς Ὀνοματολογίας διὰ τὴν κατάταξιν ἐμπορευμάτων εἰς τὰ Τελωνειακὰ Δασμολόγια, ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη βάσει τῆς ἀπὸ 16 Ἰουνίου 1960 σχετικῆς συστάσεως τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας, τὸ δὲ κείμενον αὐτοῦ ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν, ἔχει ὡς ἕπεται :

ARTICLE XVI

(a) Le Conseil peut recommander aux Parties Contractantes des amendements à la présente Convention.

((b) Le texte de tout projet d' amendement ainsi recommandé sera communiqué par le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique à toutes les Parties Con-

tractantes et aux Gouvernements de tous les autres Etants signataires ou adhérents.

(c) Tout projet d' amendement qui aura été communiqué conformément au paragraphe (b) ci-dessus sera réputé accepté si aucune Partie Contractante ne formule d'objection dans un délai de six mois, à compter de la date à laquelle le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique aura communique ledit projet d' amendement aux Parties Contractantes.

(d) Le Ministere des Affaires Etrangères de Belgique fera connaître à toutes les Parties Contractantes, ainsi qu' au Serétaire Général du Conseil, si une objection a été formulée contre un projet d' amendement. En l' absence d' objections, l' amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties Contractantes six mois après l' expiration du délai visé au paragraphe (c) ci-dessus et , en particulier en cas d' amendement à la Nomenclature, les tarifs douaniers des dites Parties Contractantes devront, à cette date, être adaptés à la Nomenclature amendée.

(e) Le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique notifiera à toutes les Parties Contractantes et aux autres Etats signataires ou adhérents, ainsi qu' au Secrétaire Général du Conseil, les amendements acceptés ou réputés acceptés.

(f) Tout Gouvernment qui ratifie la presénte Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d' adhésion.

ARTICLE XVI

(a) The Council may recommend amendments to the present Convention to the Contracting Parties.

(b) The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Belgian Ministry of Foreign Affairs to all Contracting Parties and to the Governments of the all other signatory or acceding States.

(c) Any recommended ameudment communicated in accordance with the provisions of paragraph (b) of this Article shall be deemed to be accepted if no Contracting Party has notified its objection to such amendment within six months of the date on which the Belgian Ministry of Foreign Affairs has communicated such amendment.

(d) The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall inform all Contracting Parties and the Secretary General of the Council if an objection has been notified against a recommended amendment. Should there have been no objection, the amendment shall come into force for all Contracting Parties six months after the expiry of the period referred to in paragraph (c) of this Article, and as regards amendments to the Nomenclature in particular, the national tariffs of the Contracting Parties shall be brought into agreement with the amended Nomenclature by that date.

(e) The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify all Contracting Parties, other signatory or acceding States and the Secretary General of the Council of accepted amendments or amendments deemed to have been accepted.

(f) Any Government or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of the deposit of its instrument of ratification or accession.

Le Chef du Service des Traités du Ministrère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de Belgique certifie que le texte qui précède est conforme au texte de l' article XVI tel qu' il a été amendé.

Bruxelles, le 15 septembre 1965
R. TAYMANS
Ambassadeur

Ἄρθρον XVI

α) Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συστήσῃ πρὸς τὰ συμβαλλόμενα μέρη, τροποποιήσεις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

β) Τὸ κείμενον πάσης οὕτω συνιστωμένης τροποποιήσεως θ' ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ Βελγικοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ εἰς τὰς Κυβερνήσεις πάντων τῶν λοιπῶν Κρατῶν, ἅτινα ὑπέγραψαν ἢ προσεχώρησαν.

γ) Οἱαδήποτε συνιστωμένη τροποποίησις, ἀνακοινωθεῖσα συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, θεωρεῖται ὡς γενομένη ἀποδεκτή, ἐὰν οὐδὲν Συμβαλλόμενον Μέρος ἐγνωστοποίησε τὰς ἐπὶ ταύτης ἀντιρρήσεις του, ἐντὸς ἓξ (6) μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς τὸ Βελγικὸν Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν ἀνεκοίνωσε τὴν τοιαύτην τροποποίησιν εἰς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

δ) Τὸ Βελγικὸν Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν θὰ γνωστοποιῇ εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου ἐὰν διετυπώθη ἀντίρρησις τις κατὰ τῶν συνιστωμένων τροποποιήσεων. Ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις διετυπώθη, ἡ τροποποίησις τίθεται ἐν ἰσχύϊ δι' ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν παράγραφον (γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου προθεσμίας καί, καθ' ὅ,τι ἀφορᾷ εἰδικῶς εἰς τὰς εἰς τὴν Ὀνοματολογίαν τροποποιήσεις, τὰ ἐθνικὰ δασμολόγια τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ προσαρμοσθοῦν πρὸς τὴν τροποποιηθεῖσαν Ὀνοματολογίαν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης.

ε) Τὸ Βελγικὸν Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν θὰ γνωστοποιῇ πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη καὶ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, τὰς ἀποδεκτὰς τροποποιήσεις ἢ τὰς λογιζομένας ὡς γενομένας ἀποδεκτὰς τροποποιήσεις.

στ) Οἱαδήποτε Κυβέρνησις, ἐπικυροῦσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσχωροῦσα εἰς ταύτην, θεωρεῖται, ὡς ἔχουσα ἀποδεχθῇ καὶ τὰς τροποποιήσεις αἵτινες ἰσχύουν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ὁ Προϊστάμενος τῆς Ὑπηρεσίας Συμφωνιῶν τοῦ Βελγικοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν καὶ Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου πιστοποιεῖ, ὅτι τὸ ὡς ἄνω κείμενον εἶναι σύμφωνον πρὸς τὸ κείμενον τοῦ ἄρθρου XVI, ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη.

Ἐν Βρυξέλλαις τῇ 15ῃ Σεπτ/βρίου 1965

(Ὑπογραφὴ)
P. TAIMANΣ
Πρεσβευτὴς

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1965.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Ἰουνίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΕΥΣΤ. ΛΑΤΣΟΥΔΗΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΥΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΥ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΑΝΑΣΤΑΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝ. ΠΑΠΑΡΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΤΡΤΦ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΔΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουνίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Η ετησία συνδρομή της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως, η τιμή των τιμηματικώς πωλουμένων φύλλων αυτής και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τη Εφημερίδι της Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν από 1ης Ιανουαρίου 1974 ως κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διά το Τεύχος	Α'	Δραχ.	600
2. » »	Β'	»	700
3. » »	Γ'	»	500
4. » »	Δ'	»	1.000
5. » »	Πράξεις Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » »	Παράρτημα	»	300
7. » »	Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών κ.λ.π.	»	3.000
8. » »	Δελτίον Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	»	200
9. Δι' άπαντα τα τεύχη, το Παράρτημα και τα Δελτία		»	6.000

Οι Δήμοι και αι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουσι το ήμισυ των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) άνα λογούν τα εξής ποσά:

1. Διά το Τεύχος	Α'	Δραχ.	30
2. » »	Β'	»	35
3. » »	Γ'	»	25
4. » »	Δ'	»	50
5. » »	Πράξεις Νομικών Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » »	Παράρτημα	»	15
7. » »	Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών	»	150
8. » »	Δελτίον Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	»	10
9. Δι' άπαντα τα τεύχη		»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Έκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμάται δραχ. 3, από 9 έως 40 σελ. δραχ. 8, από 41 έως 80 σελ. δραχ. 15, από 81 σελ. και άνω η τιμή πωλήσεως έκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατά δραχ. 15 ανά 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι' Εις το Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών

1. Των δικαστικών πράξεων	Δραχ.	400
2. Των καταστατικών Ανωνύμων Εταιρειών	»	10.000
3. Των τροποποιήσεων των καταστατικών των Ανωνύμων Εταιρειών	»	2.000
4. Των ανακοινώσεων και προσκλήσεων εις γενικάς συνελεύσεις, των κατά το άρθρον 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων των προβλεπομένων υπό του άρθρου 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/70 περί Αλλοδαπών Ασφαλιστικών Εταιρειών, ως και των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ των αφορωσών εις προσωρινάς διατάξεις	»	1.000
5. Των ανακοινώσεων των υπό διάλυσιν Ανωνύμων Εταιρειών, κατά το Β.Δ. 20/5/1939	»	200
6. Των Ισολογισμών των Ανωνύμων Εταιρειών	»	4.000
7. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών	»	1.000
8. Των αποφάσεων περί εγκρίσεως τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών	»	600
9. Των υπουργικών αποφάσεων περί παροχής άδειας επεκτάσεως των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των διαθέσεων περιουσιακών στοιχείων Ανωνύμων Εταιρειών εν γένει, ως και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ δι' ών εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού	»	4.000
10. Των αποφάσεων περί παροχής πληρεξουσιότητος προς αντιπροσώπευση εν Ελλάδι αλλοδαπών Εταιρειών, ως και των αποφάσεων περί μεταβιβάσεως του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρον 59 παρ. 1 του Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Των αποφάσεων περί συγχωνεύσεως Ανωνύμων Εταιρειών	»	10.000
12. Των αποφάσεων της Επιτροπής του Χρηματιστηρίου περί εισαγωγής χρεογράφων εις το Χρηματιστήριον προς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
13. Των αποφάσεων της Επιτροπής καταλογοράς περί διαγραφής χρεογράφων εκ του Χρηματιστηρίου, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης

1. Των καταστατικών	Δραχ.	1.000
2. Των τροποποιήσεων των καταστατικών	»	400
3. Των ανακοινώσεων και προσκλήσεων	»	200
4. Των Ισολογισμών	»	1.000
5. Των διαθέσεων εκτιμήσεως περιουσιακών στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών – Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων

1. Των υπουργικών αποφάσεων περί χορηγήσεως άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων	»	1.000
2. Των Ισολογισμών των ως άνω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	»	1.000

ΙΙ Εις το Τέταρτον τεύχος, των δικαστικών πράξεων, προσκλήσεων και λοιπών δημοσιεύσεων » 400

Το ύψος του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστόν επί των τελών δημοσιεύσεων εν τω Δελτίω Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης εν γένει ώρισθη εις 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ – ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αι συνδρομαί του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εις τα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού εισπράξεως, όπερ, μετά την του ενδιαφερομένου, αποστέλλεται εις την Υπηρεσίαν του Εθνικού Τυπογραφείου.

2. Αι συνδρομαί του εξωτερικού δύνανται ν' αποστέλλωνται και εις ανάλογον συνάλλαγμα δι' επιταγής επ' ονόματι του Διευθυντού του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Η καταβολή του ύψους του Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστού επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων ενεργείται εν Αθήναις μεν εις το Ταμείον του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου), εν ταις λοιπαίς δε πόλεσι του Κράτους εις τα Δημόσια Ταμεία, όπερ αποδίδεται εις το ΤΑΠΕΤ, συμφώνως προς τα δριζόμενα διά των υπ' αριθ. 192378/3639 του έτους 1947 (RONEO 185) και 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) εγκυκλίων διαταγών του Γενικού Λογιστηρίου του Κράτους. Επί συνδρομών εξωτερικού αποστελλομένων δι' επιταγών, συναποστέλλεται διά των επιταγών και το ύψος του ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.
ΧΡ. ΛΑΓΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ